



PIERRE MONTAGNON
**LA FRANCE DANS
LA GUERRE DE 39-45**



Pygmalion

LA FRANCE
DANS LA GUERRE
39-45

PIERRE MONTAGNON

LA FRANCE
DANS LA GUERRE
39-45



Pygmalion

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, 87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2009, Pygmalion, département de Flammarion
ISBN 978-2-7564-0044-0

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

AVANT-PROPOS

Les ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale abondent. Mémoires, biographies pullulent sur le sujet. Quel homme politique important, quel général, quel acteur, voire modeste, ne s'est cru nécessaire de relater sa vision personnelle des événements. À quelques réserves près, les archives ont révélé leurs contenus et aucune surprise majeure n'est à attendre des études futures.

La France n'échappe pas au phénomène. Vichy, France Libre, collaboration, résistance, défaites et victoires nationales, ont été fouillés et analysés par des mains expertes. À chaque fois il s'agit d'un éclairage spécifique propre au dossier traité. Il n'est pas de vision d'ensemble du destin du pays tout au long de la guerre. Il manque pour les jeunes générations *une histoire globale de la France en guerre* comprenant aussi bien la politique que le militaire, sans négliger l'arrière-plan international.

Suivant les sensibilités, un certain manichéisme oriente les débats. Les bons d'un côté, les mauvais d'un autre. Chaque camp est vite catalogué. L'objectivité historique n'y gagne en rien.

Le présent ouvrage se donne un but ambitieux : rapporter la Seconde Guerre mondiale sous le seul angle français même si celui-ci ne saurait échapper à son environnement, car la France n'a pas été seule maîtresse de son destin. Toutefois, de 1939 à 1945, la nation française vit la guerre d'une manière propre. Un fil conducteur la guide qu'elle en ait ou non conscience : retrouver sa liberté et sa grandeur.

C'est dire que ses enfants ont réagi dans le sens où les incitaient leurs convictions et leur patriotisme. Certes, les traîtres, les lâches, les salauds n'ont pas manqué. Un résistant – lequel ? – a vendu Jean Moulin. Henry Lafont, passé au service des Allemands, a laissé derrière lui une traînée de sang... Ces cas extrêmes ne sauraient condamner tous les Français, qu'ils se soient rangés derrière Pétain ou derrière de Gaulle et souvent derrière les deux. N'est ce pas le cas de deux maréchaux de France ?

Il est clair encore que certains événements ont été occultés ou sous-estimés. La campagne de Tunisie, grande rentrée de l'armée d'Afrique et par là du

gros de l'armée française dans la guerre, subit par trop une chape de silence. Observation qui n'enlève rien au mérite des FFL de Leclerc ou Kœnig. Justice a-t-elle été rendue au général Giraud, grand responsable de la mise sur pied de l'armée de la Libération ? Ou encore, ses détracteurs, malgré des apparences contradictoires, acceptent-ils de reconnaître que le général de Gaulle, en 1944, a évité au pays de sombrer dans le communisme ? De tels exemples pourraient se multiplier. Sans parler des erreurs voulues ou non et des affirmations tendancieuses.

La France dans la guerre 39-45 se veut un regard aussi objectif que possible sur la France en guerre et elle seule. Sans aucune arrière-pensée de réhabiliter qui que ce soit. Le nazisme, le fascisme, comme le communisme, ne perdront jamais leur caractère odieux. La collaboration restera irrévocablement une tache honteuse dans l'Histoire de la France. Il s'agit simplement de situer les événements à leur juste valeur et de rendre à chacun ce qui lui est dû.

Une interrogation enfin. Les Français du début du XXI^e siècle ont-ils conscience du gouffre au fond duquel les avait précipités la défaite de juin 1940 ? Se rappellent-ils pour les aînés, savent-ils pour les plus jeunes, que la France, le 1^{er} janvier 1943, était scindée en trois : la France de Vichy sous occupation allemande, la France Libre avec de Gaulle à Londres, la France d'AFN et d'AOF avec Giraud à Alger. Ce n'est là qu'un exemple des divisions et des drames du moment. Le retour du pays au premier plan relève d'un sursaut quasi miraculeux. Pourquoi et comment ? Là encore, une réponse s'impose à l'intention des enfants du XXI^e siècle. Les éclairer sur les années noires qu'ont vécues leurs parents et grands-parents, années qu'ils ont du mal à concevoir dans la relative quiétude présente, évoquer ces temps de misère, de violences et de mort, leur permettront, peut-être, de les inciter à mieux veiller au respect de la cohésion nationale et de la paix internationale.

Première partie

LES TEMPS INCERTAINS

1939-1942

I

LE POIDS DE 14-18

Lorsque le 11 novembre 1918, à onze heures, le clairon Sellier, bientôt relayé par d'innombrables camarades, sonne un cessez-le-feu synonyme de Victoire, la France sort d'un terrible cauchemar. Depuis août 1914, elle supportait, côté Alliés, l'essentiel du fardeau. Ses provinces du nord et nord-est sont dévastées, son économie ébranlée jusqu'en ses fondements. Elle a perdu 1 400 000 de ses enfants sur une population de 39 millions d'habitants avant le déclenchement du conflit. Aux alignements sans fin des croix des cimetières militaires s'ajoute le long cortège des blessés et des mutilés.

Oui, 1 400 000 morts dont 75 000 venus de l'Empire : Nord-Africains, Africains, Malgaches, Indochinois, ou natifs des îles lointaines. Un Français sur 29 est tombé. Un Français dans la force de l'âge. Cet holocauste se découvre encore aujourd'hui sur les 36 000 monuments aux morts des communes de France. Il n'est de modeste bourgade sans avoir payé son tribut et le monde rural a sans doute le plus saigné. La campagne a fourni majoritairement le poilu des tranchées, humble fantassin, voué à subir la canonnade adverse et à s'élancer au-delà de son parapet.

Des élites ont été fauchées avant d'avoir pu « vider leurs carquois ». Pichari, Péguy, Alain-Fournier et tant d'autres espoirs inconnus n'apporteront plus leur contribution au monde des lettres. 4 848 Saint-Cyriens, 891 Polytechniciens ont donné leur vie¹. Que de Joffre, de Foch, de Gallieni, de Pétain potentiels ne commanderont jamais les armées de la République ! Que de cadres de valeur manqueront à la nation dans les années à venir ! Le gouverneur général Van Vollenhoven, l'un des grands noms de l'administration, est tombé le 19 juillet 1918. « Officier d'une valeur et d'une vertu antique », dira de lui sa dernière citation. L'absence de ce haut fonctionnaire de quarante et un ans fera cruellement défaut au pays. Les exemples de telles disparitions impossibles à combler pourraient se multiplier.

Cette victoire si chèrement acquise est-elle totale ? Certes, elle redonne les provinces volées. Le vieux rêve de Déroulède se réalise. Le drapeau tricolore flotte à nouveau sur Metz et Strasbourg. En ce qui concerne les

fronts extérieurs, le succès paraît incontestable. L'armée d'Orient est entrée dans Sofia et Belgrade. Les Turcs, bousculés de toutes parts, ont signé l'armistice à Moudros, le 31 octobre. Les trois empires centraux – ottoman, austro-hongrois et allemand – se sont effondrés. Comme s'est effondrée, l'année précédente en Russie, la dynastie des Romanov qui possédait l'avantage de s'être rangée dans le camp des Occidentaux. Sa disparition ouvre la voie au régime soviétique appelé à laisser dans l'histoire un souvenir identique à celui du nazisme hitlérien.

Ce bouleversement à l'est ne signifie nullement une victoire pleine et entière de la France. Elle est une victoire à la Pyrrhus. L'adversaire, dira Charles de Gaulle, « s'est rendu à Rethondes pour éviter de rouler au gouffre d'un désastre illimité ». Le citoyen allemand, en dépit de sa défaite officielle, n'a pas le sentiment d'avoir été battu. Son territoire n'a pas été envahi, ses villes et ses villages détruits par les combats ou les bombardements. La retraite de deux millions d'hommes, du front de l'ouest au-delà du Rhin, s'est exécutée en trois semaines avec ordre et discipline. Les régiments prussiens ou bavares ont regagné leurs garnisons l'arme à la main, la tête haute. « Je vous salue, vous qui rentrez invaincus des champs de bataille », leur a lancé le président de la nouvelle République allemande née de l'effondrement de l'empire de Guillaume II. Progressivement s'incrusterait dans l'opinion publique allemande l'idée d'une vaste trahison imputable à ses gouvernants du moment. La notion de revanche prendra corps et un certain Adolf Hitler ne tardera pas à embraser le nationalisme d'outre-Rhin. Le traité de Versailles imposé par les vainqueurs et signé le 28 juin 1919 fera, en Allemagne, figure de Diktat.

En France, passé l'euphorie de la victoire et du retour des provinces perdues, la terrible saignée de la guerre, provoque des conséquences bien marquées. Une volonté populaire de paix, un souci identique au niveau gouvernemental, une politique militaire résolument défensive.

Les anciens combattants qui ont enduré l'épreuve des tranchées, des canonnades, des assauts sanglants, des morts à répétition, durant quatre ans, veulent la paix. *Plus jamais ça !* La guerre de 14-18 doit être la *Der des Der*. Leur opinion compte. « Ils ont des droits sur nous », s'exclame Clemenceau. Ces hommes, souvent meurtris dans leur chair, aspirent à éloigner pour toujours ce qu'ils ont vécu. Pacifistes, ils élèveront leurs fils dans le même esprit. Les grands chantres d'une certaine intelligentsia antimilitariste, Giono, Barbusse, Lecoq, amplifieront leurs vœux, n'hésitant pas à prôner le désarmement à tout prix. Romain Rolland, dans son hostilité à une guerre que pourtant il n'avait pas faite, se forgera ainsi des haines solides qui présagent celles de 40-45².

Les responsables politiques emboîtent le pas à cette *vox populi*. Aristide Briand, plusieurs fois président du Conseil ou ministre des Affaires étrangères, ne ménage pas ses efforts en ce sens. Après avoir rencontré Kellogg, son homologue, secrétaire d'État américain, il parvient à faire admettre l'Allemagne à la SDN, la Société des Nations. Par le pacte Briand-Kellogg

du 27 août 1928, il tente de mettre la guerre « hors la loi ». Il clame très haut :

« Arrière, les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! »

Vœux généreux et hélas utopiques³. L'avenir le démontrera très vite.

Plus de guerre, au pire se défendre. Une telle attitude correspond d'ailleurs à l'idéologie républicaine de l'époque. Une vraie démocratie ne mène pas de guerre d'agression. Elle combat uniquement pour la stricte indépendance de sa terre. L'armée française doit n'être qu'une force en vue de maintenir l'intégrité nationale. Toute la politique militaire de la France de l'entre-deux-guerres découle de ces principes.

Rome avait bâti un limes pour se prémunir des Barbares. Paris se souvient de ce précédent. Une ligne fortifiée couvrira la France du nord-est contre une nouvelle invasion des Barbares modernes, les Allemands. En 1870, en 1914, ils ont déferlé par les marches de l'Est. C'est là qu'il faut se prémunir. Sous l'impulsion d'un glorieux mutilé de 14, devenu ministre de la Guerre, André Maginot, l'édification d'une ligne fortifiée destinée à barrer les frontières nord-est de l'hexagone s'entreprind en 1927. Ce limes des temps modernes, baptisé naturellement *Ligne Maginot*, répond, argumentent les experts, aux besoins de la défense. Maître incontournable ès stratégie, le Maréchal écrira, en 1938 :

« Couverte par les fronts continus [sous-entendu la Ligne Maginot], la nation a le temps de s'armer pour résister d'abord, pour passer à l'attaque ensuite.⁴ »

Le débat sur le bien-fondé de la notion de front continu et l'édification de la Ligne Maginot s'ouvrira. Il ne dissimulera pas que la France a raison de se préoccuper de sa sécurité. Elle ne peut compter que sur elle-même. La Grande-Bretagne s'est toujours méfiée d'une France trop puissante sur le continent. Elle s'est opposée vigoureusement à une annexion française de la rive gauche du Rhin⁵ et se soucie avant tout de ses propres intérêts économiques. Les États-Unis n'ont pas ratifié le traité de Versailles et se tiennent à l'écart des joutes européennes. La garantie anglo-américaine de soutien à la France, prévue par le traité, s'est ipso facto évanouie. La Russie, ex-grand allié d'août 1914, a sombré dans un communisme hostile aux valeurs des démocraties occidentales. L'empire austro-hongrois a éclaté. Son émiettement a provoqué la naissance de petits États, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Albanie. Certes, plusieurs d'entre eux se veulent proches de la République française tout en étant incapables de représenter, à l'est, un contrepoids à l'Allemagne. Cette dernière accepte mal sa défaite. En sourdine, elle œuvre pour remonter la pente. Ses vieux démons ne l'ont pas quittée. Ses généraux travaillent à la reconstitution d'une armée. De la *Reichswehr*⁶ de 100 000 hommes, que lui a octroyée le traité de Versailles, Von Seeckt modèle une pépinière de cadres.

Illustration de l'attitude réticente à soutenir la France, la conférence navale de Washington de novembre 1921 à février 1922. La Royale n'obtient que

175 000 tonnes de navires de ligne à parité avec l'Italie, loin derrière la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon. (Elle en souhaitait 300 000.) À croire que la France fait peur à ses propres amis. Vieux vestiges des temps révolutionnaires ? Quel que soit le motif, Royaume-Uni et États-Unis repartent avec 525 000 tonnes chacun, Japon avec 315 000. Le rapport est de 5 à 1,67 au détriment de la France.

Cette situation est d'autant plus préjudiciable que la France est la deuxième puissance coloniale du monde (derrière la Grande-Bretagne), 12 millions de km², soit vingt fois la surface de la Mère Patrie, 100 millions d'habitants avec la métropole. Ces possessions lointaines, aux quatre coins du monde, la Méditerranée occidentale, véritable *Mare nostrum* entre l'AFN et Marseille, sont à contrôler et à protéger. Comment le faire sans disposer d'une flotte puissante ?

Cette France coloniale, héritage de l'Ancien Régime, de la Restauration, du Second Empire et surtout de la Troisième République, trouve une large approbation nationale. Les Français, à quelques exceptions près, se montrent fiers de leur Empire. L'Exposition coloniale internationale de 1931, organisée par le maréchal Lyautey, s'affirme un formidable succès. Le président de la République l'inaugure ; les ministres derrière lui s'empressent. L'engouement populaire est au rendez-vous. 36 millions de visiteurs dans un pays de 40 millions d'habitants. Ce populaire, qui s'extasie devant les pavillons de l'Indochine, du Maghreb ou de l'Afrique noire, ne se doute pas que, dix ans plus tard, une partie de son salut viendra de ces terres lointaines.

À la fin des années 1920, il est clair que l'auréole de la France victorieuse du 11 novembre 1918 s'est ternie peu à peu dans le monde. Rivalités britanniques et autres, difficultés économiques et dissensions intestines ont sapé la belle façade d'un grand pays dressé contre *le Boche*.

Les Français appartiennent à la race des individualistes. Lequel n'a pas sa conception de la gestion de l'État ? Chacun se verrait bien à la tête de son propre cénacle pour remettre en ordre le pays. Dans de telles conditions, le fourmillement de partis, mouvements, organisations, cercles, groupements, clubs, ligues, comités, fédérations, tous à ambitions politiques et personnelles, etc., n'a rien d'étonnant. Ils permettent au tempérament gaulois d'exprimer ses sensibilités et ses opinions. Avant la guerre, on en recensait plus de 70. L'éventail politique français s'ouvre largement.

Les extrêmes se portent bien à gauche comme à droite. Le congrès de Tours, en décembre 1920, voit l'éclatement du parti socialiste et la naissance d'un parti communiste inféodé aux bolcheviks soviétiques. Ce PC, que ses adversaires qualifient de parti de l'étranger, prend ses ordres à Moscou et l'avenir, au mois de septembre 1939, le placera dans une position inconfortable. L'autre côté ne manque ni de voix ni de souffle. Les Royalistes, derrière Charles Maurras et Léon Daudet, gardent toujours la même haine de la Révolution et de ses principes. Leurs militants descendent volontiers dans la rue. Les Fascistes, inspirés par l'exemple italien de Benito Mussolini et sa marche sur Rome en 1922, commencent à pointer le bout de leur nez. Leur

heure ne sonnera vraiment qu'après 1934. Les partis plus conventionnels de gauche et de droite occupent l'essentiel des sièges au Palais-Bourbon ou au Luxembourg. Parti socialiste SFIO de Léon Blum, Unions Modérées des anciens Millerand, Poincaré, Barthou et des étoiles montantes André Tardieu et Paul Reynaud. Le Parti radical-socialiste, dont les deux Édouard, Herriot et Daladier, se disputent la prééminence, constitue le ventre mou, plutôt axé centre gauche des assemblées. Suivant les résultats électoraux, il soutient socialistes ou modérés et participe ainsi à la majeure partie des combinaisons ministérielles. À tort ou à raison, ses chefs passent pour avoir de solides accointances avec la franc-maçonnerie.

La société évolue. La population urbaine l'emporte sur la rurale. En 1939, la population de la France se composera de deux tiers de salariés contre un tiers seulement de paysans propriétaires, artisans, commerçants, patrons. Le syndicalisme constitue un pouvoir autonome au sein de l'État. Son influence s'étend au monde des fonctionnaires.

Les anciens combattants incarnent l'une des forces vives de la France d'après 1918. Ces rescapés de la tuerie entendent défendre leur vieille solidarité de tranchées et leurs légitimes intérêts.

Leurs associations réunissent du monde. 850 000 adhérents à l'Union Nationale des Combattants orientée à droite et fondée par Clemenceau et le Père Brothier. 950 000 à l'Union Fédérale (Association républicaine des anciens combattants) regardant centre gauche. En 1928, apparaissent les Croix-de-Feu. En faire partie implique d'avoir obtenu la Croix de guerre. Les Croix-de-Feu, mouvement nettement orienté, feront parler d'elles en 1931, à l'arrivée à leur tête du colonel de La Rocque.

D'un camp à l'autre on croise volontiers le fer. Le 25 avril 1925, à la sortie d'une réunion rue Danrémont à Paris, des coups de feu sont tirés contre des Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger, groupement anticommuniste farouche. Quatre tués. Un autre mort un peu plus tard. Le ton est donné. Les années trente l'amplifieront. Ces haines éclateront au grand jour durant la guerre.

L'individualisme à outrance, les intérêts de clans et de personnes, les querelles de chefs provoquent une instabilité ministérielle quasi permanente. 43 gouvernements en vingt ans, de 1919 à 1939, soit une moyenne de 170 jours pour chacun ! Comment diriger un pays, asseoir une politique dans de telles conditions ?

Les années 1925-1926 battent des records :

- 17 avril 1925 : 2^e Ministère Painlevé.
- 29 octobre 1925 : 3^e Ministère Painlevé.
- 28 novembre 1925 : 8^e Ministère Briand.
- 9 mars 1926 : 9^e Ministère Briand.
- 23 juin 1926 : 10^e Ministère Briand.
- 19 juillet 1926 : 2^e Ministère Herriot.
- 23 juillet 1926 : 4^e Ministère Poincaré

Et toujours, à quelque chose près, des figures identiques pour les attributions de portefeuilles : Briand, Herriot, Laval, Leygues, Monzie, Tardieu...

ce qui n'implique pas continuité ministérielle. Les changements de titulaires dans les ministères clés, Affaires étrangères, Guerre, Finances, remettent en cause les directives suivies. L'écœurement des citoyens, le rejet de la classe politique dans son intégralité, l'aspiration à de nouvelles méthodes, s'expliquent. Le gouvernement Pétain en profitera en 1940.

Dans ce panorama de la France de la décennie après-guerre, le plus grave se situe en profondeur... Les Français veulent profiter de la vie et auraient tendance à tourner le dos à l'effort. La France se tasse et s'affaiblit. Elle devient un pays à démographie vieillissante, à basse natalité, où les décès commencent à l'emporter sur les naissances. (Les classes creuses correspondant aux années de guerre accentueront le phénomène.) En 1940, la France, hors son Empire, atteindra, avec peine, 40 millions d'habitants. L'Allemagne, à cette date, dépassera les 60 millions. Les chiffres des taux de natalité et de mortalité entre France et Allemagne en 1938 sont significatifs et soulignent les premiers rapports de forces du printemps 1940 :

- Naissances pour 10 000 habitants :
 - Allemagne : 195
 - France : 146
- Décès pour 10 000 habitants :
 - Allemagne : 117
 - France : 156

II

LES MAUVAISES ANNÉES TRENTE

30 janvier 1933 : Le vieux maréchal Hindenburg, président de la République allemande, confie à un nommé Adolf Hitler le poste de Chancelier, c'est-à-dire de chef du gouvernement. L'information s'étale rarement à la Une des journaux français. Hitler est encore un personnage peu connu en dehors de son pays. Rares sont ceux qui ont la lucidité de percevoir le danger.

Quel est donc cet individu qui accède au pouvoir en Allemagne et qui va peser si lourdement sur l'avenir de la France et du monde ?

Il voit le jour le 20 avril 1889, à Braunau-Am-In en Autriche, troisième enfant d'une famille modeste. De naissance, il n'est donc pas allemand mais autrichien. Des ténors de l'époque de la Seconde Guerre mondiale il se situe parmi les cadets. Pétain 1856, Churchill 1874, Staline 1879, Roosevelt 1882, Mussolini 1883, appartiennent de loin à ses aînés. De Gaulle 1890, Franco 1892, sont dans sa tranche d'âge, le Japonais Hiro-Hito étant beaucoup plus jeune 1901.

A priori, rien ne le prédispose à se muer en halluciné démoniaque précipitant son peuple dans la barbarie. Enfance normale avec toutefois des études médiocres. À dix-neuf ans, au décès de sa mère, il se retrouve seul¹ et débute à Vienne une vie de bohème. La légende le décrit en peintre en bâtiment. Non ! Il ne barbouille que de petits tableaux d'une qualité douteuse et en vit mal. Pauvre diable, habitué des soupes populaires, le jeune Autrichien Adolf Hitler se présente d'ordinaire en semi-clochard, lisant ou errant perdu dans ses rêveries.

La guerre le trouve à Munich où il réside depuis un an. Le 3 août 1914, il sollicite du roi Louis III de Bavière l'autorisation de s'engager dans l'un de ses régiments. Bien qu'il soit réformé, sa requête est acceptée. Adolf Hitler vivra ainsi la guerre dans une unité d'infanterie bavaroise ; il se comportera bien. Croix de Fer de 2^e classe en décembre 1914. Blessure en octobre 1916. Caporal en 1917 pour son retour en ligne. Croix de Fer de 1^{ère} classe, le 4 août 1918, distinction exceptionnelle pour un homme de troupe. Le 14 octobre 1918, il est gazé par du gaz moutarde qui le rend momentanément

aveugle. Le soldat, incontestablement, a fait ce que l'on appelle « une belle guerre ». Il en tirera fierté et autorité.

Ses camarades ont salué son courage tout en étant surpris par certains aspects de son comportement. Il lui arrive de sortir de ses réflexions et de lancer des imprécations féroces contre les « ennemis invisibles », les Juifs, les marxistes. Les marxistes bolcheviques, ennemis de l'Allemagne, peut-être ! Les Juifs pourquoi ? Hitler les a côtoyés à Vienne de 1909 à 1913. Il en a tiré une répulsion malsaine qu'il développera longuement par la suite.

La défaite meurtrit le combattant qui après ses quatre années de tranchées et de misère se sent totalement allemand. Comme tant d'autres il se persuade du *coup de poignard dans le dos*. Il sent monter en lui une haine exaspérée contre les *criminels de novembre* et décide de s'engager dans la politique. Cette nouvelle voie ne l'effraie pas. Bien au contraire, car à l'occasion il a découvert qu'il était de taille à s'exprimer en public.

Le parti que rallie Adolf Hitler ne séduit pas encore la grande foule. Son nouvel adhérent n'est que son septième membre. À défaut, ce Parti allemand des travailleurs possède déjà un programme et affiche ses ambitions :

- Réunion de tous les Allemands dans la plus grande Allemagne, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- Abrogation du traité de Versailles.
- Demande de nouveaux territoires pour permettre de nourrir tout le peuple allemand.

Le tout ponctué par une exigence terrible :

« Peut seul être citoyen (allemand) un membre de la race. Est membre de la race celui-là seul qui est de sang allemand, sans considération de croyances. Aucun Juif ne peut en conséquence être membre de la race. »

On comprend que l'ancien caporal ait été séduit. Son nationalisme, l'anti-sémitisme qu'il manifestait sur le front, trouvent leur compte dans les objectifs affichés.

Le 1^{er} avril 1920, le caporal Hitler quitte l'armée. Le même jour est officiellement créé le Parti National-Socialiste Allemand des Travailleurs, le NSSAPA. À l'usage, le sigle se simplifiera en Parti National-Socialiste ou en abrégé : le parti nazi. Le nazisme est né. Il mettra l'Europe, y compris l'Allemagne, à feu et à sang. Des millions et des millions d'êtres humains mourront à cause de lui. Dans sa course à l'horreur, il n'aura qu'un émule, si l'on ose dire : son prédécesseur, baptisé suivant l'heure bolchevisme, stalinisme ou communisme. Le décompte des victimes du nazisme est à peu près connu². Celui du communisme reste à clôturer, faute, à ce jour, de disparition définitive du fléau³. Il est triste de penser que des enfants de la vieille Europe ont conçu et engendré de semblables barbaries.

Au sein du parti nazi Hitler s'impose très vite. Ses talents d'orateur, son sens de l'organisation lui assurent une prééminence que peu lui contestent. Dès l'été 1921, il se présente définitivement comme le Führer, le chef, le conducteur. Autour de lui se groupe un petit carré de noms qui reviendront souvent : Hermann Goering, Rudolf Hess, Alfred Rosenberg, Ernst Röhm.

Joseph Goebbels, Heinrich Himmler ne rejoindront le parti que plus tard, en 1925.

Le Führer ne cache pas sa volonté : conquérir le pouvoir. Le délabrement de l'Allemagne, au début des années 1920, lui en offre perspective. Le pays vit dans le désarroi. La République de Weimar n'a rien d'un État centralisé. Le fédéralisme est devenu de règle. L'économie vacille. Le mark s'effondre et ne vaut plus rien. Le mécontentement social s'aggrave. Les tentatives de coups d'État, les attentats contre les hommes politiques se succèdent.

À l'automne 1923, Hitler décide de tenter sa chance à Munich, une ville où il est bien implanté. Il dispose de troupes de choc, d'un public et a eu l'habileté de se rallier un grand nom, le général Ludendorff, l'ancien second du maréchal Hindenburg. L'affaire, déclenchée le 9 novembre, échoue. L'armée et la police font obstacle. Hitler se retrouve en prison pour près d'un an. Il profite de ce temps mort pour dicter à Rudolf Hess son fameux *Mein Kampf* (*Mon combat*), vaste déballage de ses idées personnelles tirées du fond de lui-même et de lectures diversement digérées.

De cet ouvrage copieux et indigeste dont le maréchal Lyautey dira que tous les Français devraient l'avoir lu afin de prendre conscience du péril nazi, il n'est pas inutile de reproduire certains passages significatifs :

Sur le racisme et l'antisémitisme :

« Dans un monde métissé et envahi par la descendance des nègres, toutes les conceptions humaines de beauté et de noblesse, de même que toutes les espérances et un avenir idéal et notre humanité, seraient à jamais perdues. »

« Si les Juifs étaient seuls en ce monde, ils étoufferaient dans la crasse et l'ordure... Non, le Juif ne possède pas la moindre qualité à créer une civilisation, puisque l'idéalisme sans lequel toute évolution élevant l'homme apparaîtrait impossible lui et lui fut toujours inconnu. »

D'où le besoin de conserver, par tous moyens, au peuple allemand sa pureté de sang aryen.

Sur la France et l'espace vital allemand :

« Car il faut qu'on se rende enfin clairement compte de ce fait : l'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand, est et reste la France... Ce peuple, qui tombe de plus en plus au niveau des Nègres, met sourdement en danger, par l'appui qu'il prête aux Juifs pour atteindre leur but de domination universelle, l'existence de la race blanche en Europe. »

Conclusion immédiate, la France devra être détruite. Sa destruction permettra de regarder vers l'est, objectif premier d'expansion territoriale afin « d'assurer au peuple allemand le territoire qui lui revient en ce monde ».

Combien la réflexion de Lyautey tombe juste ! Combien les dirigeants politiques français s'égareront pensant, à maintes reprises, pouvoir s'entendre avec un homme affirmant aussi nettement ses vues ! Oui, lourdes responsabilités de ceux qui prôneront la main tendue voire la collaboration avec l'auteur des lignes précitées ! Combien éclate aussi dans ce texte la phobie hitlérienne contre les Juifs !

Et pourquoi cette phobie qui engendrera un terrible génocide ? La *solution finale* voulue et ordonnée par Hitler, c'est-à-dire l'extermination du

peuplement juif, fera en Europe 5 350 000 morts, hommes, femmes, enfants de tous âges⁴. En France, les victimes s'élèveront à 76 000 dont 25 000 Juifs français. Cette rage, cette folie destructrice semblent avoir pour origines l'influence de Houston Stewart Chamberlain (1855-1927), contempteur du peuple juif, race *négative et abâtardie*, et le séjour à Vienne de 1909 à 1913. Dans la capitale autrichienne, Hitler avait côtoyé une importante colonie juive dont l'habillement, les coutumes, l'avaient heurté. Ce passé resurgit dans ce passage rempli de mépris et de haine, encore extrait de *Mein Kampf* :

« On éprouvait de la répugnance quand on découvrait subitement sous leur crasse la saleté morale du peuple élu... »

La suite est de la même veine.

*

Ses loisirs forcés conduisent le chef du Parti nazi à un changement de tactique. L'accueil favorable de ses idées à travers l'Allemagne, l'évolution politique interne du pays qui semble s'orienter vers un régime démocratique, ont forgé la décision : la conquête du pouvoir s'effectuera par la voie légale et non plus par un quelconque coup de force.

Pour preuve de cette évolution, l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence de l'État. Le 27 avril 1925, le vainqueur de Tannenberg l'emporte sur son adversaire catholique par 14 655 766 voix contre 13 751 615. Le scrutin s'est déroulé dans des conditions a priori régulières. Pour s'imposer par les urnes, Hitler a néanmoins un long chemin à parcourir. Son parti ne compte que 27 000 adhérents.

Le Führer qui, avec ses talents d'orateur, ne cesse de battre la campagne pour propager ses idées, la crise économique de 1929 qui frappe lourdement l'Allemagne, vont conduire au succès. Les nazis montent, montent dangereusement. 810 000 voix et 12 représentants au Reichstag le 20 mai 1928. 6 409 600 voix et 107 représentants le 14 septembre 1930. À la présidentielle du printemps 1932, Hitler parvient à mettre Hindenburg en ballottage. Au second tour, le maréchal ne l'emporte que par 53 % des voix contre 36,8 à Hitler et 10,2 au candidat communiste. Les nazis et leur chef représentent désormais en Allemagne une force incontournable. Leur chef, le *batteur d'estrade*, est regardé par ses adversaires comme un homme dangereux.

Les élections du second semestre 1932 confirment. Hitler a derrière lui le parti le plus important. C'est pourquoi Hindenburg l'appelle à la Chancellerie le 30 janvier 1933.

Inutile de le contester, le suffrage populaire a hissé Hitler sur le pavois. Les élections de mars 1933, les dernières à peu près libres en Allemagne, lui donnent 288 députés avec 43 % de suffrages exprimés. Si toute l'Allemagne n'a pas été hitlérienne, une majeure partie, dans les débuts, l'a été. À sa décharge, elle ne peut qu'affirmer ne pouvoir soupçonner la suite... Plus d'un opposant de demain, comme le futur maréchal Rommel, a fait confiance et

Mise en page
PCA
44400 Rezé

N° d'édition : L.01EUCNFD0870.N001
Dépôt légal : avril 2009

